

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

BLOIS, le 13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CENTRE DECAPAGE BLESOIS

70 Avenue Guillaume Charron

41500 MENARS

Références : VAT20220773 - 0078

Code AIOT : 0010008161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement CENTRE DECAPAGE BLESOIS implanté 70, Avenue Guillaume Charron 41500 MENARS. L'inspection a été annoncée le 21/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE DECAPAGE BLESOIS
- 70, Avenue Guillaume Charron 41500 MENARS
- Code AIOT : 0010008161
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Centre Décapage Blésois exerce à Ménars une activité de décapage de surfaces métalliques par voie chimique et par voie mécanique. La société emploie 3 personnes (1 salarié, le gérant et une responsable administrative).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à l'inspection du 13 février 2019,
- la prévention de la pollution atmosphérique,
- les risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Auto surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 3.2.3	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
11	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 1.2.3.	/	Sans objet
2	Déclaration et Rapport	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 2.5.1	/	Sans objet
3	Surveillance et accès à l'installation.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7	/	Sans objet
4	Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet
6	Eaux industrielles - Cuve eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 4.3.8.2	/	Sans objet
7	Eaux industrielles - rétention cuve eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 4.3.8.4.	/	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.3.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
12	Confinement eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.6.2	/	Sans objet
13	Kit d'obturation	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.6.3.	/	Sans objet
14	Rétention	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 8.1.1.1	/	Sans objet
15	Cuve de traitement - Régulation thermique	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 8.1.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 1.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Cuves et volume associés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante: - Atelier de décapage soude: 5 cuves de traitement chauffées munies de couvercle Cuve 1 et 2 : 4 450 litres chacune Cuve 3 à 5 : 3 375 litres chacune - Atelier de décapage passivation acide: 3 cuves de traitement munies de couvercle Cuve 6 et 7 : 2 400 litres chacune Cuve 8 : 630 litres chacune cf AP
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant indique qu'une partie des cuves ne sont pas en service au jour de l'inspection. L'atelier soude : Selon l'exploitant les 3 cuves de traitement chauffées contiennent 3375 litres de soude à environ 18% pour un volume utile de 4 450 litres. Chacune des cuves est munie d'une rétention et d'un capot. Au jour de l'inspection, seules les cuves N°2, 3 et 5 sont effectivement en service. L'atelier acide: Selon l'exploitant les 2 cuves de traitements de 800 litres pour un volume utile de 2400 litres avec des capacités de rétention 2500 litres. La cuve N°6 contient une solution fluo-nitrique pour stockage pur et la cuve N°7 contient cette même solution pour le traitement des pièces. L'exploitant indique ne plus utiliser l'acide chlorhydrique. Lors de l'inspection 1 seul bidon de 20 litres d'acide chlorhydrique se trouve sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration et Rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant déclare qu'aucun incident ou accident n'a eu lieu sur son installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance et accès à l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le site est correctement clôturé et l'accès fermé par un portail. Le gérant et un salarié sont présents dans les ateliers du lundi ou vendredi. La personne en charge de la partie administrative de l'activité réside sur les lieux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des produits.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents consulté "inventaire produits 01.12.22" Les quantités indiquées sont en dessous des maximums autorisés. Par échantillonnage l'inspection demande à consulter les FDS de la solution Procap inox et de la Soude. Les 2 FDS n'appelle pas de commentaire. La FDS de la solution acide Procap inox indique que la poudre peut être un agent d'extinction. L'extincteur à proximité des cuves concernées est un extincteur "poudre" vérifié en juin 2022. Lors de la visite des ateliers, l'inspection peut constater la présence notamment : -d'un bidon d'acide chlorhydrique de 20 litres stocké dans une ancienne cuve avec rétention (Remarque de la visite 13/02/19 levée), -de 5 sacs de grenaille dans le local produits chimiques, -d'un bidon de 20 litres de Scalpik, ancien échantillon. Les quantités de produits stockées sont cohérentes avec l'inventaire précité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air - autosurveillance et VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :</p> <p>Acidité totales exprimée en H^+ => 0.5mg/m³ HF exprimée en F => 2mg/m³ Alcalins exprimés en OH^- => 10mg/m³</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants (arrêté préfectoral article 9.2.1): Ventilation de l'aire de rinçage Ventilation du décapage soude Selon une périodicité annuelle</p>
<p>Constats : L'exploitant doit justifier de l'absence de mesure de la concentration en acide fluorhydrique au niveau de certains ateliers notamment l'atelier de décapage acide, le produit utilisé au niveau de l'atelier de décapage étant une solution d'acide fluorhydrique.</p>
<p>Observations : Documents consultés: Rapport Appave du 29/09/2021, date d'intervention le 17/09/2021 Salle de rinçage : Aucun dépassement n'est à signaler, respect des VLE Atelier soude-Bain B1: Aucun dépassement n'est à signaler, respect des VLE Décapage acide: Aucun dépassement n'est à signaler, respect des VLE</p> <p>Rapport Appave du 25/11/2022, , date d'intervention le 18/11/2022 Salle de rinçage : Respect des VLE Atelier soude-Bain B1: Respect des VLE Décapage acide: Respect des VLE</p> <p>La périodicité annuelle est respectée.</p> <p>Sont mesurés : -Au niveau de la salle de rinçage Acidité totales exprimée en H^+ => conforme HF exprimée en F => conforme Alcalins exprimés en OH^- => conforme</p> <p>-Au niveau de l'atelier soude Acidité totales exprimée en H^+ => conforme HF exprimée en F => non mesuré Alcalins exprimés en OH^- => conforme</p> <p>-Au niveau du décapage acide Acidité totales exprimée en H^+ => conforme HF exprimée en F => non mesuré Alcalins exprimés en OH^- => conforme</p> <p>Le produit utilisé au niveau de l'atelier de décapage est une solution d'acide fluorhydrique. L'absence de mesure de la concentration en acide fluorhydrique au niveau de l'atelier de décapage acide n'a pu être expliquée par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : eaux industrielles - Cuve eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 4.3.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux polluées de procédés sont collectées dans une cuve aérienne double peau de 10 m3 avec détecteur de fuite en attente d'enlèvement pour élimination en tant que déchets conformément au titre 5. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La cuve extérieure est reliée à un détecteur de fuite. Ce dispositif est en service au jour de l'inspection, le bouton "test essai" est opérationnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : eaux industrielles - rétention cuve eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 4.3.8.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention Stockage eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une capacité de rétention au niveau de la cuve de 10 m3 conforme à la réglementation en vigueur. La capacité de rétention est conçue de sorte qu'en situation accidentel, la présence de produit ne puisse altérer la qualité des sols et notamment au niveau du puisard derrière le bâtiment. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Au jour de l'inspection, la cuve extérieure "eaux polluées" est munies d'une rétention en parpaing qui ne présente pas de fissures apparentes d'un volume d'environ 10 à 12 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; <p>[...]</p>
<p>Constats : Le registre déchets est incomplet. Il doit comporter les informations précisées par l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021.</p>
<p>Observations :</p> <p>Document consulté: "REGISTRE DECHETS MAJ"</p> <p>Les déchets issus des traitements à la soude sont enlevés une fois par an sous le code 06 02 04* hydroxyde de sodium et hydroxyde de potassium. Ceci n'appelle pas de remarque de l'inspection. L'exploitant indique que les bains d'acide ne génèrent pas de boue et ainsi pas de déchet.</p> <p>Le registre présenté ne comporte pas l'ensemble des informations requises notamment n° SIRET, il devra être complété.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenus conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Documents consultés:</p> <p>Rapport Apave de Vérification des installations électriques du 29/11/2021. Date d'intervention 26/11/2021. Une observation: LOCAL EXPEDITION, Meuleuse Entrée de câble défectueuse.</p> <p>Rapport Apave de Vérification des installations électriques du 02/12/2022. Date d'intervention 30/11/2022. Une nouvelle observation : LOCAL CUVES CHAUFFANTES Faire réviser le(s) bloc(s) autonome(s) ou le(s) remplacer. L'inspection note que l'observation de 2021 n'est pas reprise et l'exploitant confirme que les travaux ont été réalisés.</p> <p>Certificat Q18: Rapport Apave du 02/12/2022. Date d'intervention 30/11/2022. Le document indique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous déclarons avoir procédé le 30/11/2022 à une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18. - La vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement - Conclusion : Nous déclarons que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Document consulté: Le registre sécurité mentionne en date du 17 juin 2022: - 3 extincteurs dont la maintenance est faite - 1 extincteur remplacé Le registre est signé par la société Sécurité Civile. Au jour de l'inspection l'extincteur situé dans: - la salle de décapage acide est présent et porte la mention du contrôle du 17 juin 2022 - la salle de traitement soude est présent et porte la mention du contrôle du 17 juin 2022 - la salle de rinçage est présent et porte la mention de la mise en service en 2022 - la salle de traitement mécanique (sablage) est présent et porte la mention du contrôle du 17 juin 2022 Pendant l'inspection 2 extincteurs Hors service, se trouve sur le site. Pour éviter toute confusion avec les extincteurs en service, l'inspection a demandé à l'exploitant de les remiser. L'exploitant a enlevé les dits extincteurs pendant la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -une réserve d'eau recyclée de 5000 litres ; -d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; -des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; -des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; -d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; -d'un neutralisant en cas d'épandage ; -d'un système interne d'alerte incendie ; -d'un Kit d'obturation du réseau communal (repris au point article 7.6.6.2); -d'une récupération des eaux polluées (repris au point article 7.6.6.2); -d'un moyen permettant d'interdire tout risque d'écoulement des eaux d'extinction vers la route nationale; -de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local et identifiant l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie et la pollution des eaux. <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats : L'exploitant doit prendre contact avec la collectivité gestionnaire du poteau incendie pour s'assurer de sa disponibilité. L'exploitant ne dispose pas de réserve de sable. Le plan des locaux doit être mis à jour.</p>
<p>Observations :</p> <p>Conformément à l'étude de danger en date du 19 décembre 2016, une cuve d'eau recyclée enterrée est présente au niveau de la salle de décapage acide. Le local "stock matériel" dispose d'une pompe.</p> <p>Un poteau incendie est présent le long de l'avenue Guillaume Charron au N°53 à moins de 100 mètres du site. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si ce poteau incendie est opérationnel.</p> <p>4 extincteurs sont présents sur site, 1 extincteur par zone de travail.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de réserve de sable.</p> <p>Le bureau dispose d'un téléphone fixe et portable pour joindre les secours.</p> <p>Une "rehausse en béton" au niveau du portail permet d'éviter le risque d'écoulement des eaux d'extinction vers la route.</p> <p>Un plan des locaux est affiché au niveau de la zone de rinçage. Celui-ci n'est pas à jour notamment au niveau des extincteurs. De plus, l'emplacement du Kit d'obturation doit être identifié par un pictogramme et matérialisé (cf article 7.6.6.3) .</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Confinement eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'obturation des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettent l'obturation des réseaux d'évacuation d'eau de ruissellement et le confinement des eaux polluées sur site en cas de pollution accidentelle ou d'incendie. L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement étanche d'une capacité minimum de 40 m3 ou un autre dispositif équivalent. Ces dernières sont stockées temporairement dans le bassin de confinement. La vidange du bassin de confinement suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le bassin de confinement est repéré n°7 sur le plan des points de rejets en annexe. Les dispositifs d'obturation et de confinement sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le local "stock matériel" dispose d'un kit antipollution, de 2 obturateurs gonflables et de plaques pour les regards à obturer en cas de déversement ou extinction incendie. Une "rehausse en béton" au niveau du portail permet d'éviter le risque d'écoulement des eaux d'extinction vers la route. L'exploitant indique réaliser des tests de ce matériel. L'exploitant indique que les eaux polluées pourraient être dirigées vers la cave de la maison d'habitation comme prévu par le dossier du 19 décembre 2016 point N°7 dans plan annexé à l'arrêté préfectoral. Cette partie de l'installation à usage d'habitation n'a pas été visitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Kit d'obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.6.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'obturation des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de dispositifs lui permettant d'obturer les réseaux et de confiner les eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie.</p> <p>Ce système doit être entretenu périodiquement, identifiable et facilement accessible.</p> <p>Une consigne définit les modalités de mise en œuvre des ces dispositif et désigne les personnes responsables des interventions.</p> <p>L'emplacement du Kit d'obturation est identifié par un pictogramme et matérialisé sur les plans prévus à l'article 7.6.3 (plan des locaux).</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant dispose d'un kit d'obturation décrit au point précédent.</p> <p>Une consigne affichée à l'entrée de l'atelier indique la procédure à suivre en cas d'incendie, d'accident et la mise en place du matériel d'obturation.</p> <p>Le plan doit être mis à jour. Cet écart est repris au point article 7.6.3.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 8.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Par échantillonnage un test est réalisé sur la cuve de traitement acide et sa rétention associée.</p> <p>Le test est concluant une alarme sonore se déclenche.</p> <p>Au jour de la visite, la rétention est vide et ne présente pas de fissures apparentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Cuve de traitement - Régulation thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 8.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement chauffage
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : NC du 13/02/19 Lors de l'inspection, il a été effectivement constaté l'installation de détecteur de niveau bas dans les bains. Lors d'un test de déclenchement, il a été constaté que ceux-ci déclenchent une alarme sonore. Cependant, la détection de niveau bas n'entraîne pas l'arrêt du chauffages des cuves de décapage. Réponse exploitant: Des travaux seront réalisés par la société Ogelec en avril 2019. Au jour de l'inspection, le test est réalisé sur la cuve N°5, de l'atelier soude. Si le détecteur de fuite positionné dans la rétention est actionné une alarme sonore retentit et le chauffage est coupé. Il est constaté qu'au niveau du tableau électrique ce déclenchement entraine un "claquement". L'exploitant nous indique qu'il s'agit du même système à l'intérieur des cuves en cas de niveau bas, l'alarme se déclenche et le chauffage se coupe. Le test ne peut être réalisé directement sur le détecteur plongé dans la cuve.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet